

SERVICES D'URGENCES



Le Ministère de la santé a un plan ! La CGT en a un autre !

Le 5 juin, le Ministère de la Santé a dévoilé un énième « plan » pour les urgences. Comme les précédents : **pas question de moyens supplémentaires, rien de nouveau et aucune réponse aux causes profondes** à la crise que traversent les services d'urgences. L'objectif: « *réduire de moitié des passages évitables aux urgences, soit près de 4 millions de passages en moins chaque année, afin de garantir à chaque patient une réponse plus rapide, plus adaptée et plus efficace.* »

Quelles sont ces mesures « miracles » pour y parvenir ?

➔ Le ministère annonce 4 « priorités » :

1. Offrir des alternatives concrètes aux urgences.
2. Mieux orienter les patients et réguler les entrées aux urgences.
3. Renforcer l'aval des urgences pour fluidifier les parcours de soins.
4. Faire évoluer les réflexes de recours aux urgences.

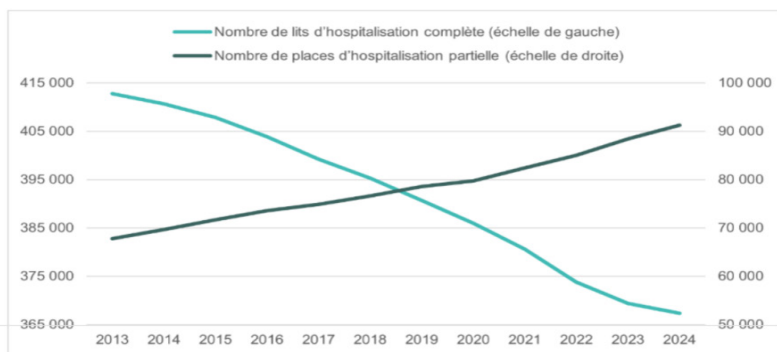
En réalité, les priorités 1, 2 et 4 peuvent être regroupées en une seule consistant à alléger le flux aux urgences **en le déviant** (le réorientant).

- C'est l'objet des SAS (Services d'Accès aux Soins) créés il y a quelques années mais qui ne peuvent agir sur l'afflux massif, notamment en périodes aiguës (épidémies, canicules,...). C'était aussi le but du FPU (Forfait Patients Urgences) de 23€ en cas de passage aux urgences sans hospitalisation au décours qui était censé dissuader les patients d'y venir.
- Le flux de patients aux urgences ne peut être vu sous le prisme de la responsabilité des patients. Le problème est systémique : l'offre de soins de ville est insuffisante et inaccessible pour une part grandissante de la population qui n'a plus les moyens de se soigner et termine, in fine, aux urgences. Le défi sociétal, le gouvernement l'évite préférant renforcer le système capitaliste et libéral qui sacrifie les plus faibles et leur santé !

Quant à la priorité numéro 3, quelle hypocrisie !

- Le nombre de lits d'hospitalisation complète en 2024 a chuté de près de 10,5% par rapport à 2013, 45 500 lits en moins ! Sans compter les centaines de fermetures de lits hebdomadaires faute de personnel suffisant ! Pas étonnant que l'on ne trouve plus de lits pour les patients passant par les urgences et qui devraient pouvoir être hospitalisés ! Le ministère annonce un rapport sur l'aval des urgences : hâte d'en découvrir les conclusions !

Graphique - Évolution du nombre de lits et de places au 31 décembre, depuis fin 2013



Champ > France (incluant Saint-Martin et Saint-Barthélemy), y compris le service de santé des armées (SSA)
Source > Drees, SAE 2013-2023 (bases statistiques), 2024 (base administrative), traitements Drees

Après avoir récemment **culpabilisé les soignants** sur leur mauvaise santé au travail, le ministère enfonce le clou pour **culpabiliser les patients** avec son slogan « *Les Urgences, ce n'est pas une évidence* ».

Une seule **logique domine** : faire en sorte que les patients ne viennent plus aux urgences. Le gouvernement refuse de s'attaquer aux véritables causes et veut accentuer le développement d'un **système de santé à deux vitesses** qui pousse les plus modestes à **renoncer aux soins** et ceux qui en ont les moyens à **s'orienter vers des structures privées toujours plus nombreuses.**

Pour la CGT, une seule évidence : les urgences doivent être accessibles **indépendamment des revenus ou du lieu de résidence** ! La réponse à la crise des urgences c'est donner au service public de santé les moyens de répondre aux besoins de la population. **La CGT revendique** :

- Un grand plan national de formation, d'embauches et d'attractivité des métiers.
- La réouverture immédiate des lits fermés et la création des capacités d'hospitalisation nécessaires pour garantir une prise en charge rapide et digne des patients.
- Le renforcement des secteurs sinistrés, notamment la psychiatrie et la pédopsychiatrie, dont les difficultés conduisent de nombreux patients vers les urgences faute d'autres solutions.
- Le développement de centres de santé publics rattachés à des hôpitaux ou à des EHPAD avec des médecins salariés et sans dépassements d'honoraires.

DES MOYENS A LA HAUTEUR DES BESOINS DE LA POPULATION !

IL Y A URGENCE !